



Fédération
des acteurs de
la solidarité

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Intervention de Marisa Lai-Puiatti, Présidente de la Fédération des acteurs de la solidarité AURA lors de la mobilisation organisée à Lyon dans le cadre de l'appel **#ÇaNeTientPlus**, initié par le [Mouvement associatif](#).

« Dans le cadre de l'appel à mobilisation initié par le Mouvement associatif sous le mot d'ordre **#ÇaNeTientPlus**, la Fédération des acteurs de la solidarité a publié une [enquête sur l'état des lieux des 900 associations de son réseau](#).

Le constat est pire que ce que nous imaginions :

*30 % des associations de la solidarité risquent de disparaître d'ici fin 2025.
Je parle bien des associations missionnées par la puissance publique pour héberger les sans-abris, accompagner l'insertion de ceux qui en ont besoin, protéger les femmes victimes de violences, aider les demandeurs d'asile.*

*Alors que la pauvreté touche aujourd'hui 15,4 % de la population,
Que la France se classe parmi les pays les plus inégalitaires,
Et malgré des alertes répétées sur les difficultés rencontrées par les structures et services des champs du médico-social, du social et de la santé,*

Le constat est amer :

Les réponses des pouvoirs publics ne sont pas à la hauteur de la crise croissante que connaît le secteur associatif

Plus de la moitié des 900 structures consultées ont vu leur trésorerie se dégrader au cours des trois dernières années

Près d'un quart disposent de moins de deux mois d'avance de liquidités.

Pour certaines, le moindre retard de paiement peut être fatal.

Les causes de ces difficultés nous les connaissons.

D'abord, l'activité augmente avec la hausse de la pauvreté, mais les financements publics ne suivent pas : seules 23 % des associations ont vu leur budget progresser.

Ensuite, les coûts explosent : salaires justement revalorisés par la prime Ségur, inflation sur l'énergie et l'alimentation...

Pourtant les subventions de l'État restent gelées.

Autre motif d'incertitude chronique :

Les appels à projets remplacent les subventions pluriannuelles et la visibilité budgétaire.

50% des associations ne savent pas si leurs financements seront maintenus au delà de douze mois.

Les retards de versement aggravent encore la situation. Découverts bancaires, parfois des milliers d'euros de frais.

Le moindre retard de paiement peut mettre beaucoup d'associations en péril.

Dans le Rhône comme dans tous les départements, les associations sont contraintes de vendre leurs locaux, geler les embauches ou même de réduire les portions de repas servies aux personnes accompagnées.

Partout, les travailleurs sociaux tiennent, par conviction, par solidarité mais ils sont à bout.

Il y a vraiment danger.

Danger que disparaissent de notre territoire des réseaux qui maillent la solidarité, la cohésion sociale,

Qui agissent contre les inégalités,

Qui défendent les personnes pour que soient respectés leurs droits fondamentaux, sans distinction d'origine, de genre, de nationalité.

Nous le répétons sur tous les tons depuis des années.

Les moyens budgétaires pour l'hébergement, le logement, l'insertion par l'activité économique, des plus vulnérables existent.

Mais aujourd'hui ils sont structurellement insuffisants face à l'ampleur des besoins

Faut-il encore rappeler, pour ne citer que cet exemple, qu'à la veille de la rentrée scolaire 2025, au moins 2 159 enfants sont restés sans solution d'hébergement après un appel au 115 ?

Les pouvoirs publics doivent nous entendre :

Les besoins pour aider les plus pauvres de nos concitoyens sont en hausse.

Mais les financements des associations qui aident ces personnes stagnent depuis plusieurs années.

Cette situation met tout un pan du secteur social en danger.

Ce que nous voulons c'est que le secteur de la solidarité puisse exercer ses missions dignement

Que notre travail soit considéré et respecté à la hauteur de son immense utilité sociale. »